

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 JUIN AU 4 JUILLET 1990

N° 791

10,00 F

A CONTRE-COURANTS

Non à la société gadget !

UN fait est à constater dans nos sociétés dites modernes, il s'agit de l'emprise de plus en plus importante et inquiétante du langage publicitaire. Creux et vide de sens, ce langage est le système le plus superficiel, qui existe pour atteindre un objectif donné qui lui par contre, n'est pas forcément dénué d'intérêt. Pour cela, la machine publicitaire, une fois mise en route doit accoucher de cette chose que l'on nomme « slogan ».

Si cette forme de langage n'était justement réservée qu'à la publicité, cela serait à la rigueur admissible. Seulement voilà elle est récupérée par tout le monde et notamment par la classe politique, celle-ci n'est d'ailleurs bonne qu'à ça. Utiliser des slogans non plus conçus comme le « piment » d'une campagne mais comme son édifice. Un des derniers en date nous vient du Parti socialiste. Il a pour objectif la lutte contre le racisme et nous dit ceci : « Le racisme sera-t-il le mur des Français ? ». Bien ! Sans juger de la valeur du slogan lui-même, on a envie de répondre : « et alors ? ». Dans le même ordre d'idée le fameux « Touche pas à mon pote », c'est bien, c'est gentil, ça fait pas de mal... et alors ? Cela n'apporte et surtout ne change rien. Tout ça, c'est de la bonne conscience bourgeoise. En tout cas, slogans ou pas, celui visé, principalement, en est aujourd'hui à 15%.

Le slogan-roi

Mais cela n'est qu'un exemple qui fait partie d'un phénomène beaucoup plus global, mis notamment en évidence par des discours politiques brillant par leur absence totale d'intérêt. Aujourd'hui, il faut faire de l'effet, tel un coup publicitaire, se faire remarquer par n'importe quel moyen allant jusqu'à se renier soi-même. Le débat d'idée n'a plus d'importance. L'idée même d'un débat d'idées a disparu. Cela est acquis pour tous le monde. « Tout ça, c'est dépassé » nous dit-on. L'idéologie a laissé la place au combat des chefs, à la politique-spectacle. Et pire, ce côté spectaculaire est contagieux. Il est utilisé en dehors même de la politique. On l'a vu récemment à travers les fameuses opérations « Drapeaux blancs » ou « Bouton blanc ». Cette superficialité des débats et des actes dits symboliques permet à la bourgeoisie à encore de se donner bonne conscience pour pas cher.

Car l'action symbolique (qui s'use quand on s'en sert trop) a ses limites. D'un côté, elle permet effectivement parfois de toucher un grand nombre de personnes, de les alerter sur tel ou tel problème et c'est donc positif. Mais de l'autre côté, quand cette même action devient l'élément de lutte fondamentale, le moyen d'arriver à ses fins, c'est un coup d'épée dans l'eau. C'est malheureusement ce qui arrive le plus fréquemment. Dans ce cas, l'acte symbolique est une supercherie.

La supercherie

La supercherie c'est quand, par exemple, le maire de Paris, Jacques Chirac, prétend lutter contre la drogue avec une phrase choc : « Avoir de la drogue, c'est se faire avoir ». En quoi sa campagne moralisatrice résoud-elle une once du problème ? Mais, va-t-on nous dire (en utilisant l'argument pré-cité) « il faut sensibiliser la population ». Foutaises ! Il y a bien longtemps que l'on sait qu'on se fait avoir, et le drogué le premier. Il nous font bien rire ces donneurs de leçons avec leurs slogans. Seulement un tel problème ne peut se régler ni par quelques paroles évangéliques ni d'ailleurs par une répression accrue. débarrassons-nous de ce langage de curés humanistes prêchant la bonne parole ! C'est sur le terrain social qu'il faut agir par le biais d'une refonte totale de la société. Ce n'est bien sûr pas sur les politiciens qu'il faut compter. Les anarchistes l'ont bien compris !

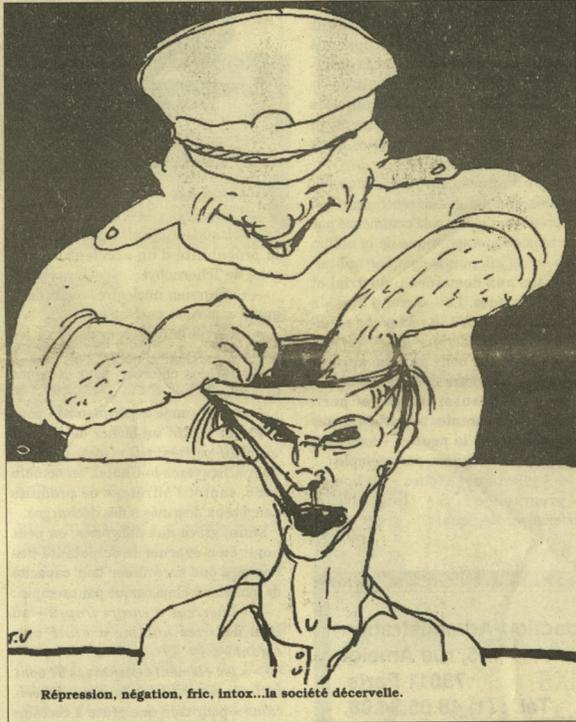
Alors que faire ? Rassurez-vous, je ne finirai pas par un « Ça suffit comme ça ! » Ce qu'il faut, c'est dénoncer cette société « gâchée » par la culture publicitaire qui nous étouffe sans cesse un peu plus, et la détruire. Non ! Ce n'est malheureusement pas la main du pote ou le pied de la colère qui chasseront tous les fachos. Ne plus se laisser bernier par de telles méthodes serait déjà un réel progrès.

Yves-Laurent (Gr. du 11^e)

La semaine prochaine
le Monde libertaire
« spécial été »
sera dans les kiosques.

Sur 16 pages,
c'est un N° portant sur
le thème « littérature
et anarchie »,
qui vous sera proposé.

Ce numéro sera
votre compagnon
jusqu'au
jeudi 13 septembre.



Répression, négation, fric, intox... la société décervele.

NORD-SUD

Ici on rame, là -bas on crève

CE n'est un secret pour personne, les lois du marché et du capitalisme régissent notre planète. Dans le tiers monde, chômage, sous-emploi, misère, famines, conflits locaux, tracasseries policières et violences de régimes corrompus règnent en maîtres.

Les services d'enseignement et de santé sont abandonnés au nom des « plans d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international, cartel des Etats néo-colonialistes.

Ces Etats, leurs grosses banques et les multinationales ont « prêté » des sommes astronomiques aux bureaucraties et aux bourgeoisies des Etats du tiers monde.

Intérêts de classe bien compris, car ces sommes n'ont jamais servi au tiers monde. Ces fonds ont été dilapidés dans les délires jouissifs des bourgeoisies locales. Celles-ci n'ont pas hésité non plus à réinvestir les prêts en les plaçant dans des paradis fiscaux, comme la Suisse, les Bahamas, les Caïmanes... Aujourd'hui, les

flux financiers du Sud vers le Nord sont plus importants que l'inverse. D'autant que la dette est assortie d'intérêts dont le montant dépasse bien souvent le montant de la dette elle-même.

Pour rembourser la dette et ses intérêts, le FMI contraint les bourgeoisies locales finalement consentantes à mettre en place des programmes de super-austérité, qui affament des peuples déjà très éprouvés.

Au Pérou, on vit avec 700 F... par an

Celles-ci, imposent le développement des cultures d'exportation pour les pays du Nord, comme le café, le cacao, le coton... aux dépens des cultures vivrières.

Résultat : moins de nourriture pour la population locale, exode rural massif vers des mégapoles de bidonvilles, destruction rapide des forêts et baisse de la fertilité des sols. Aujourd'hui, au Pérou, la moi-

EDITORIAL

Ça faisait longtemps qu'ils n'avaient pas bavé... Les flics se sont rattrapés la semaine dernière. C'est un jeune roumain, vivant en Italie, qui en a fait les frais.

Le nouveau cow-boy s'appelle Jean-Louis Scombart de l'« antigang » de la PJ. Comme ses illustres prédécesseurs, il a été inculpé d'homicide involontaire, et laissé en liberté. On n'emprisonne pas les flics comme cela. Un peu d'ordre quand même !

Pour son avenir professionnel, il ne faut pas s'inquiéter : s'il n'en rajoute pas, la grande famille le blanchira ! Un bon avocat pourra justifier d'une « légitime défense subjective » comme pour le policier Burgos, auteur de la bavure rue Mogador, en 1986. Le procureur compatira. Parallèlement, la flicaille pourra à loisir charger la victime : « c'était un énième ennemi public n° 1 ... escroc aux multiples identités ... même pas français ! ».

Rue Mogador, la « légitime défense subjective » consistait à tirer sur Loïc Lefèvre alors qu'il se trouvait, selon l'expertise, soit de profil soit de trois quarts dos, et courait. Boulevard Saint-Michel, c'est à terre et maîtrisé qu'allait être tué l'« horrible suspect » !

Malik Oussékine, Loïc Lefèvre, quelques kanaks par-ci, par-là...

Quand on a un képi, le casque ou le fusil mitrailleur pourquoi faire dans la nuance ? Et puis, au fil des « bavures », on s'habitue ! Cela ne fait plus la une des journaux ! Quelques réactions pour la forme et la vie continue !

Moralité : dans la série noire *'Etat et sa police*, mieux vaut être en uniforme et bien armé, que, au choix : femme, immigré, délinquant, citoyen (Veuillez supprimer les mentions inutiles).

tié de la population vit avec moins de 700 francs... par an !

Annuler la dette n'est pas suffisant. Ce sont en fait les Etats et les classes dirigeantes des pays du Nord qui ont une dette envers les populations du tiers monde, dont ils ont pillé les richesses à bon compte !

Mais plutôt annuler cette logique capitaliste et ces Etats corrompus qui aggravent l'exploitation des peuples du tiers monde.

Et notre tâche ici est de lutter contre les Etats néo-colonialistes et colonialistes du Nord, qui soutiennent et arment les oligarchies des Bongo, Mobutu, Menem, Aduino...

Nous devons aussi apporter notre solidarité aux organisations ouvrières et paysannes qui luttent pour abattre les régimes dictatoriaux et les bourgeoisies, par l'action directe afin de réaliser des sociétés où régnera l'entraide, sans classes ni Etat.

Fédération anarchiste

T 2137 - 791 - 10,00 F



F°P. 2520

Le langage de la soumission

MANIPULER le langage pour parvenir à ses fins n'est pas le propre des régimes totalitaires : cette pratique est largement utilisée par les Etats de droit qui choisissent simplement des formes plus subtiles.

Il est bien connu que c'est grâce au langage que les systèmes totalitaires parviennent à hypnotiser et décevrer les populations pour les conduire à accepter leur idéologie. Il s'agit d'évacuer chez les individus tout sens critique pour les couper de toute possibilité d'appréhender les situations qui les touchent pourtant vitalement.

L'hypercodification du langage

C'est que l'autorité obtenue par la violence policière est moins fondamentale que celle que soutient un langage parlé par tous les membres d'une communauté. Contrôler le langage est donc aux yeux des gouvernants une tâche primordiale puisque cela revient à contrôler les esprits et les comportements des gens. Ne l'ignorent pas les victimes du racisme et du sexisme dont le sort dépend largement des représentations occasionnées par la répétition incessante de termes ou d'expressions outrageants pour elles.

Ainsi, dans le régime nazi a pu fonctionner, grâce à l'implication de scientifiques et de médecins, une hypercodification du langage destinés à occulter la réalité : on appelait par exemple « traitement spécial » le gavage des victimes, « chemin vers le ciel », les lieux de gavage, ou « transfert de populations », les déportations ; on avait placé l'inscription

« douches » à l'entrée des chambres à gaz et à l'entrée des camps la devise « le travail rend libre ».

Relancée et nourrie par l'aubaine des deux dernières guerres mondiales la recherche fondamentale, technologique et industrielle, s'est développée à travers de nouveaux modèles d'exploitation des populations (notamment des femmes), rendus possibles grâce au renouvellement et à l'approfondissement des stratégies de la duperie.

On n'ignore pas, par exemple, que les réalités les plus meurtrières ont été dédramatisées grâce à l'emploi judicieux de noms inoffensifs tels que « Petit garçon » pour désigner la bombe A, lancée sur Hiroshima, ou « Gros bonhomme » pour désigner celle lancée sur Nagasaki.

En connivence avec le redéploiement de l'économie de marché se poursuit aujourd'hui outrancièrement la désintégration organisée des facultés critiques de chacun. Ainsi, en France, les mécanismes de ce détournement du langage sont devenus visibles dans leur cynique efficacité.

C'est d'abord, amplifiée par les médias, une langue décevrante qui imprègne les gens : cela commence par l'extension métaphorique de la notion de « secret » depuis le domaine militaire jusqu'aux domaines industriel et technologiques. Le « secret d'Etat » a contaminé jusqu'à la recherche médicale qui nous fait croire au « secret » de la vie même et nous arrache ainsi la conscience de notre quotidienneté.

On utilise aussi images et périphrases édulcorantes ou esthétisantes qui endorment la peur et « font avaler » les informations, par exemple :

— « guerre des étoiles » au lieu de « programme IDS » (Initiative de défense stratégique) ;

— « RAPSODI » au lieu de processus de refroidissement au « rapide sodium » du surgénérateur Super-Phénix ;

— « coulis » au lieu de suintements d'origine chimique dans les décharges comme celle de Montchanin.

Ou bien on se sert d'euphémismes ou d'allusions dont les effets sont anesthésiants :

ter la thèse adverse. C'est le procédé utilisé dans la publicité de Rhône-Poulenc : « Qui a dit que les lessives sans phosphates ne polluaient pas ? »

On utilise largement aussi la contrevérité pour affubler des affirmations mensongères ou inexactes d'apparences de vérité, par exemple : on a affirmé que l'anticyclone était « res-

C'est le cas aussi des accusations de passivisme du type : « Et puis, regardez ce qui se passerait si on supprimait l'électricité ! On ne peut tout de même pas revenir aux chandelles ! » ou bien « les premiers trains aussi faisaient peur ».

C'est le cas inversement des arguments dits progressistes du type : « on trouvera de toutes façons une solution » ou bien « chez nous il n'y aura jamais de Tchernobyl », ou encore « il n'y a pas de progrès sans sacrifice » qui s'exprime parfois par un proverbe : « Il n'y a pas d'omelettes sans casser des œufs ».

Chez d'autres, cela se traduit par une résistance acharnée aux informations qu'ils cherchent à dévitaliser à travers des raisonnements sans fin. Cette hypertrophie de l'explication apparaît notamment dans le recours qu'ils font au « raisonnement du chadron », c'est-à-dire à une suite d'explications contradictoires ayant « réponse à tout » afin de colmater les défaillances, par exemple : confrontés aux problèmes posés aujourd'hui par la qualité des produits alimentaires, ils allèguent d'abord qu'on a toujours trafiqué ces produits, que c'est donc une constante de la nature humaine ; puis ils affirment sur le même ton qu'il suffit de se soigner par les plantes (oubliant qu'elles aussi ont subi le même traitement) ou de manger des produits de culture biologique pour éviter (du moins) les engrais chimiques et les pesticides.

Ou encore, ils usent du raisonnement par l'absurde : « Si on prenait au sérieux toutes ces mises en garde, on ne mangerait plus ! »

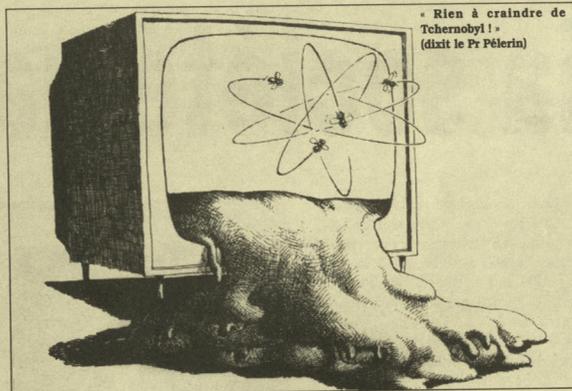
A bout de ressources, c'est derrière un argument d'autorité qu'ils se réfugient : ainsi, prétendent-ils que « c'est vrai puisque tel homme célèbre l'a dit », voire même puisque c'est « la TV qui l'a dit ».

Enfin, dans un monde hypermédiatisé ou femmes et hommes ne sont plus acteurs de leur vie mais spectateurs, auditeurs, voyeurs de tous les « montages », « play-backs » ou rires enregistrés, consommateurs de préparations audiovisuelles, chacun, devenu passif coupé de la réalité, voit s'inscrire en soi des automatismes verbaux décontextualisés ; ainsi, à force d'entendre dire « risques calculés », on peut passer sans s'arrêter sur la notion de « risques résiduels », ou bien à cause des campagnes de promotion du fluor contre les caries dentaires, le fluor déversé dans les rivières passe inaperçu ; enfin même, que devient le « nucléaire » quand un produit d'entretien prend le nom de « Nucléar » ?

Nous constatons donc aujourd'hui pour le dénoncer, le déploiement d'une structure linguistique propice à installer à l'échelle du genre humain, une psychologie de la soumission qui rappelle la torpeur dans laquelle ont été enfermées les femmes depuis des millénaires et qui a longtemps servi à justifier aux yeux de la société leur statut d'infériorité.

Y. Claveranne

Collectif féministe contre l'exploitation du vivant et de l'environnement, c/o Y. Claveranne, BP 115, 75961 Paris cedex 20.



— « risques résiduels » pour désigner la probabilité d'un accident comme celui de Tchernobyl ;

— « excursion nucléaire » pour désigner l'explosion nucléaire ;

— « mort différée » pour désigner les effets irréversibles de tels accidents ;

— « résidus chlorés » pour désigner la dioxine ;

— « programme expérimental » pour désigner tantôt un lâcher de tritium (produit radioactif) effectué par le CEA à Bruyères-le-Châtel, en octobre 1986, tantôt l'affrètement de produits dangereux destinés à des décharges.

Enfin, grâce aux allégories, on peut aussi bien évacuer la culpabilité des hommes que surévaluer leur capacité de maîtrise technologique par exemple :

— « l'horreur a encore frappé » au lieu de « tel homme a violé une enfant » ;

— « les éléments déchainés se sont inclinés devant la technologie américaine » pour dire que grâce à certains moyens techniques, les Américains sont parvenus à maîtriser tel phénomène naturel.

« responsable de la pollution de Lyon » alors qu'il ne faisait que la révéler. On a pu écrire dans la Tribune de l'Europe, en février 1990 : « Grâce à l'analyse génétique, on peut aujourd'hui prévenir, soigner et guérir certaines maladies héréditaires », alors que le seul moyen disponible pour le moment est en fait l'avortement thérapeutique ou l'éradication du gène in-vitro (comme la myopathie ou la thalassémie).

De même, par des procédés de modalisation, qui jouent sur les « il semble » ou les « peut-être » on sème le doute dans les esprits en nimbant les énoncés de flou, par exemple : « Il n'est pas sûr que le monde soit aujourd'hui plus dangereux qu'hier ».

La banalisation des faits

Enfin, pour achever de nous plonger dans la confusion, on pratique la banalisation des faits tantôt grâce au morcellement ou à la parcellisation, tantôt par le nivellement des informations, par exemple : des problèmes qui devraient être traités globalement, sont divisés pour être confiés à des commissions de spécialistes cloisonnés, tandis que la catastrophe de Tchernobyl est placée sur le même plan informatif qu'un événement sportif ce qui contribue à priver le public de toute échelle de valeur.

Contraints, dans ces conditions, à des attitudes de repli, les gens tantôt se réfugient dans l'avenir ce qui conduit à de nouvelles figures d'occultation du présent :

— c'est le cas des nombreux amalgames ou glissement de sens effectués quotidiennement : « Vous avez peur des radiations ? Ridicule ! Votre montre ou votre télé en émettent bien plus qu'une centrale nucléaire ! » ou bien, quand on leur parle d'espèces menacées de disparition, ils répondent : « Les dinosaures ont bien disparu », ou encore ils nous répètent qu'on peut « tout aussi bien mourir en traversant la rue ».

Les faux raisonnements

D'autre part, on brouille aussi jusqu'à nos capacités de raisonnement par des procédés d'ordre logique. Ainsi les paralogismes ou faux raisonnements permettent de relativiser les dangers : par exemple lorsqu'on affirme que « le nucléaire, étant la source d'énergie la plus propre, est donc la moins dangereuse ».

De même, le raisonnement à contrario permet d'éviter de prouver sa propre thèse en se contentant de réfuter

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
 Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot
 75011 Paris.
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde
libertaire

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays
 A partir du n° (inclus).
 Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

MAL-LOGES

Histoire sans fin

Malgré la manifestation du 16 juin qui avait rassemblé plusieurs milliers de personnes, les pouvoirs publics montrent toujours aussi peu d'empathie à reloger les 65 familles qui dorment sur le pavé parisien. Selon F. Bloch-Lainé, le médiateur nommé par M. Rocard, la Mairie pourrait s'engager à reloger les familles du 20^e qui étaient inscrites au fichier des demandes prioritaires de H.L.M. avant l'occupation du 67 rue des Vignoles, en décembre 86, les autres restant dehors. Pour l'instant, seules 4 familles ont obtenu un relogement et cinq autres une promesse de bail. Les familles relogées continuent néanmoins à vivre sur le square de la Réunion, par la solidarité avec celles qui restent.

Les sept familles du 20^e qui ont obtenu un relogement en banlieue ont pu visiter leurs appartements : tapisseries déchirées, absence de portes intérieures, plomberie défectueuse... Il leur faudra attendre encore quelques

semaines pour pouvoir s'y installer. Quand aux expulsés du 155 rue de Flandre et du 19^e arrondissement, les promesses tardent à aboutir.

Il est évident que les autorités tablent sur la division et le découragement pour ensuite reloger les expulsés à moindre frais dans des appartements insalubres d'une immense banlieue, et ce malgré qu'il existe des milliers de logements vides à Paris. Cependant les mal-logés ont montré par leur détermination qu'ils ne se laisseraient pas déplacer comme des pions. Il faut s'attendre à devoir encore maintenir la pression aux mois de juillet et août, d'autant plus que 400 autres expulsions pourraient avoir lieu cet été. La présence sur le terrain ne doit donc pas se relâcher : toutes les bonnes volontés seront les bienvenues durant les vacances.

Pascal Petit

SANTÉ

Act-Up en lutte contre le SIDA

Le samedi 16 juin, la place du Châtelet vit aussi passer, en plus de la manifestation des mal-logés, celle d'Act-Up, cette association qui fait campagne pour dénoncer la faiblesse des moyens employés dans la lutte contre le SIDA. Deux cents personnes, dont le chanteur Jean Guidoni, en groupe compact, portant chacune un panneau représentant le triangle rose, le portrait de Jacques Chirac (Paris est la ville la plus touchée par le virus), ou l'inscription « silence = mort », ont défilé jusqu'au Centre G. Pompidou (Beaubourg), s'allongeant parfois, en groupe au milieu de la chaussée, pour simuler la mort. La manifestation s'est terminée par l'invasion d'une salle du Centre Beaubourg où se tenait une conférence sur le fléau, semant le trouble dans les consciences des doctes personnes venues là « s'autosatisfaire ». Bien que les militants d'Act-Up n'avaient pas été invités, ils ont finalement été « autorisés » à s'asseoir et à participer au débat. Ils ne s'en sont pas privés.

P.P.

BILLET D'HUMEUR

Salut Albert !

En ce lundi 11 juin, à Châteauroux, la matinée s'annonce magnifique : un ciel bleu éclatant, avec un soleil tout rond en plein milieu, pour un peu la ville aurait l'air belle malgré ses ZUP et ses casernes. Huit heures : l'OS des fonderies Montupet se constitue prisonnier pour la journée, tout comme celui de Mead Emballage, ou de Berry-Tuft, ou encore la manutentionnaire des Biscottes Harris, qui pense déjà aux trente cinq degrés à l'ombre de l'après-midi et aux 20F d'augmentation mensuelle. Un « cadeau », dit le journal local, de Bérégovery. Il est gentil, M. Bérégovery, et puis il a été ouvrier, alors quand il rote, après un repas à l'Elysée, il repense aux prolétaires et ça lui fait tout drôle, alors il donne 20F parce qu'il a du cœur.

A la Maison Centrale de Saint-Maur, le ciel est bleu aussi, on l'aperçoit en levant les yeux très haut. Pour le voir de plus près, cinq détenus se jettent soudainement sur un camion de livraison et, après avoir conduit le chauffeur et un gardien dans le fourgon, foncent dans un mur, le traverse sous les rafales des armes automatiques, et se lancent dans le deuxième, à fond la caisse.

Seulement voilà, c'est du costaud, et le camion de livraison s'éclate lâchement. Alors les détenus se mettent à courir comme des lapins, sous les rafales, dans tous les sens. Et, en haut des miradors, les gardiens tirent, comme à la chasse, sur ce gibier inattendu, en pleine période de fermeture. Albert Tourancheau, 28 ans, condamné pour braquage et tentative d'évasion, fait partie des lapins. Quand le calme revient, on regarde. On relève les impacts des balles : plusieurs dizaines.

Albert préparait l'examen d'entrée à l'université. Un étudiant comme les autres, un tout petit plus intelligent, nettement plus gonflé, un de ceux qui n'iront peut-être pas facilement à Berry-Tuft ou à Montupet. Un braqueur. Un type bien Albert. Il écrit des poésies splendides, il peint des choses admirables, il n'a jamais obligé personne à travailler 39 h par semaine pour 4 300 F, contrairement à M. Bérégovery. Avec quel bras désormais, écrit-il ?

Aux dernières nouvelles, M. Bérégovery et ses amis ont toujours deux bras, mais ils ne peignent pas. Jeunes, si vous choisissez plus tard d'être braqueur, demandez plutôt à M. Bérégovery qu'à Albert, c'est plus sûr !

Guimou de la Tronche

Amis lecteurs

Dans le Monde Libéraire n°782 (26 avril au 2 mai 1990), nous vous faisons part des résultats de l'année 1989 qui confortaient la décision de réduire les coûts de notre hebdomadaire pour que sa parution ne soit pas mise en danger. Nous vous disions alors qu'il était trop tôt pour effectuer un bilan financier de la « nouvelle formule ». Aujourd'hui, il nous est encore difficile d'envisager l'évolution des ventes (entre autres parce que les recettes versées par les NMPP le sont avec un retard de trois mois).

Nous pouvons cependant constater que le total des ventes de janvier à fin mai (17 numéros, bimensuels et hebdomadaires) enregistre une baisse de 9% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Evolution qui ne semble pas alarmante puisque résultant d'une baisse de parution de 20% (17 n° en 1990, 21 n° en 1989 sur la même période).

En revanche, l'évolution des dépenses de la « nouvelle formule » du M.L. est plus quantifiable car nous pouvons noter une diminution de 30%. Cependant les frais de fonctionnement ont logiquement augmenté de 35% du fait de l'abandon forcé de la sous-traitance en ce qui concerne la photocomposition de notre hebdomadaire. Ce qui nous conduit à envisager une baisse de nos coûts totaux de 19% et, si les entrées demeurent constantes par rapport à 1989 (ventes et souscriptions), un déficit brut (pour 40 n°) de 88 520 F. Le chiffre prévisionnel est à comparer avec le déficit constaté en 1989 de 173 799,95 F, soit 4 573 F par numéro (pour 38 n°). Ainsi, nous aurions réduit de 52% le déficit brut du Monde Libéraire si... les ventes et les souscriptions restent au même niveau que celui de l'année dernière.

Cela est de notre responsabilité à tous (lecteurs, vendeurs, rédacteurs et administrateurs) et nous pouvons y remédier. A la rentrée, nous vous informons d'un certain nombre de projets (émis lors de notre dernier congrès) pour améliorer le soutien au Monde Libéraire. Nous aurons aussi l'occasion de refaire le point sur la santé financière de notre hebdomadaire.

En attendant, nous pouvons vous annoncer l'interruption de parution estivale avec la sortie d'un numéro spécial à 16 pages (n°792, en kiosque dès le 5 juillet) qui sera en vente jusqu'au 13 septembre au prix de 15 F. A cette date, vous trouverez le Monde Libéraire chaque semaine.

Les administrateurs

Souscriptions « nouvelle formule » du Monde libéraire

— souscriptions d'avril :

Gr. du 15^e arrondissement : 500F, R. HENAUULT : 100 F, A. RAILLARD : 100 F, S. QUERAN : 70 F, Gr. d'Evry : 100 F, J. GREGOIRE : 110 F, E. BABIN : 200 F, M. LEFEVRE : 30 F, G. VASSAL : 145 F, P. BAZIN : 200 F, R. KROES : 350 F, C. MARTINEZ : 60 F, P. BOUZIN : 60 F, L. MALPANT : 210 F, Magistère, étudiants de Rennes I : 60 F, J. COLLART : 210 F, R. BIGOT : 60 F, J. CALENDINI : 60 F, EMERIAU : 60 F.
Total du mois : 2685 F

— souscription de mai :

P. HESTO : 60 F, S. MALLE : 60 F, S. DUPIN : 60 F, E. GUILLEMAU : 60 F, L. BONET : 60 F, P. VIRESOULVY : 60 F, P. BEDOS : 60 F, D. NIVET : 60 F, D. GRANDIN : 60 F, BOUTENEGRE : 150 F, M. GARCIA : 165 F, R. ARSAL : 60 F, M. BENDJUIA : 60 F, S. ROSELL : 60 F, B. NEVEU : 60 F, M. GADONNA : 60 F, R. GUOCHON : 60 F, M. DUNIAU : 110 F.
Total du mois : 1325 F

— virements automatiques :

A. CABANETTES : 100 F, M. SANCHEZ : 50 F, Gr. Berneri : 150 F, P. BOUEY : 80 F, J. CORNIC : 10 F, D. COSTES : 50 F, G. ESCOUBET : 50 F, L. FERNANDEZ : 50 F, G. GIRAUD-CHAVIGNET : 300 F, Gr. de Rouen : 50 F, G. MILLOT : 200 F, ETCHEGOREN : 100 F, G. PIVERT : 25 F, L. MAGLIONE : 200 F, G. MAIER : 50 F, J.-F. RETOU : 100 F, D. CORDELIER : 30 F, J. SAINTIER : 75 F, Gr. Pierre-Besnard : 150 F, Gr. de Sevran-Bondy : 100 F, Gr. Sacco-Vanzetti de Chelles : 100 F, Y. PEYRAUT : 100 F, P. BAZIN : 200 F.

Total des virements en avril : 2140 F - frais = 1997 F
Total des virements de mai : 2140 F - frais = 2037 F

Total des souscriptions « nouvelle formule », fin mars : 92 923 F
Total (depuis octobre 1989) : 100 967 F

Cet été, il se passe quelque chose chez vous... informez-nous. Vos articles, communiqués et infos seront pris en compte. Le Monde libéraire : un reflet différent de l'actualité !

EN BREF

EN SOUTIEN AUX NETTOYEURS DU METRO

La CNT organise une fête, en soutien aux nettoyeurs du métro, au 33, rue des Vignoles, le 30 juin, de 15 h à 22 h. Entrée : 35 F.

PUBLICATIONS EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU ML :

— IRL (n° 85), revue libéraire publiée à Lyon, est en vente au prix de 20 francs.

— *Courant alternatif* (n° 97), mensuel de l'OCL, est disponible au prix de 20 francs. Au sommaire : la dette immonde et les expulsions de mal-logés et diverses autres infos d'actualité.

— *l'Union pacifiste* (n° 265), organe mensuel de l'Union pacifiste de France, est en vente au prix de 15 francs. Au sommaire : de multiples informations antimilitaristes et une biographie complète du militant libertaire et pacifiste Robert Jospin, disparu depuis peu.

— *le Combat syndicaliste* (n° 101), mensuel de la CNT est en vente au prix de 10 francs. Au sommaire : les PTT, la COMATEC, la fonction publique, un compte-rendu sur le 1^{er} mai.

— *le Libéraire* (n° 107/juin 1990), organe de l'Union des anarchistes vient de paraître. On peut se le procurer à la librairie du ML au prix de 5 francs.

NOUVEAUTE

Le n° 0 des *Nouvelles de nulle-part* (bulletin d'informations libertaires Est-Ouest, rédigé par des militants anarchistes occidentaux et leurs correspondants de l'Est), vient de paraître. Il est disponible au prix de 10 francs au siège de la CNT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris).



Le drapeau noir flotte sur Kéralo, le squatt anarchiste rennais. A gauche, l'Hôtel de police et à droite, la cité judiciaire.

EXPULSES

Le Cendre solidaire

Le Cendre est une petite commune, de 5 000 habitants, proche de Clermont-Ferrand. Son conseil municipal vient récemment d'interdire toute expulsion. Une première en France. « Depuis, d'autres villes ont suivi cette voie » déclare le maire, Alain Cuerq.

D'autres villes, peut-être, mais pas celle de... Chirac. En effet, arguments à l'appui les habitants du Cendre sont bien décidés à empêcher l'entrée de la ville aux huissiers. Alain Cuerq affirme : « S'ils se présentent, nous sonnerons le tocsin et actionnerons la sirène des pompiers, afin d'appeler la population ».

Puis il ajoute dans une interview au journal local : « Nous installerons des pancartes à chaque entrée du pays avec la mention « Ville interdite aux huissiers ». On ne peut laisser les gens être mis à la rue ». Cette décision devrait inspirer au plus vite les responsables de la Ville de Paris, qui laissent depuis deux mois, des dizaines de familles dormir à la rue.

Au Cendre, ce sont 7 à 8 familles, victimes du chômage, ou surendettées, qui risquent d'être expulsées de leur logis. La mairie est intervenue et les familles ont pu rester chez elles. Reflet d'une solidarité locale efficace, cette décision montre qu'il est toujours possible, comme le dit Alain Cuerq, de « trouver une solution ». Enfonçant le clou, il évoque l'utilité d'un office municipal du logement » (que fait Chirac ?) et l'intérêt des « réhabilitations de logements vétustes et inoccupés ». On croit rêver ! Quand on connaît les possibilités d'une ville comme Paris, où les moyens représentent cent fois, au moins, ceux de cette commune du Puy-de-Dôme. Paris, où les logements vides sont pléthore et où, jusqu'à preuve du contraire, existe un office municipal du logement ! Alors Chirac, Rocard c'est pour quand le relogement des familles de la place de la Réunion ?

Alain Dervin

A l'Ouest comme à l'Est, non au capitalisme ! (fin)

Suite et fin cette semaine de notre contribution de congrès, consacrée à l'analyse de la structure économique et sociale en Europe.

Les besoins de l'Union Soviétique en capitaux étrangers se font d'autant plus cruellement sentir qu'il s'agirait, pour les gorbatchévien, de tenter d'arrêter la dégradation de l'économie. Or, les mesures prises en ce sens par Gorbatchev et son équipe tendent à favoriser l'implantation des entreprises étrangères en URSS — notamment l'implantation des grandes firmes —, et à leur assurer la soumission complète des travailleurs soviétiques.

Nouveaux dominants soviétiques et sociétés transnationales : des intérêts convergents

1. L'appel de Gorbatchev aux capitaux étrangers.

a) Depuis le 1er avril 1989, le droit (initialement accordé à 68 entreprises et 21 administrations) de faire des opérations de commerce avec l'étranger, est étendu à toute les entreprises, qu'elles soient coopératives, ou d'Etat. Ces entreprises pourront créer des organismes de commercialisation, tels que consortiums, associations d'exportateurs...

b) Mais c'est surtout à travers les sociétés mixtes (Est-Ouest) que les entreprises soviétiques devront acquérir une « expertise » en matière de gestion, et pourront escompter accéder aux marchés étrangers ; ces sociétés mixtes devraient être fort attractives, puisque, contrairement aux entreprises soviétiques, elles disposent librement des devises qu'elles gagnent.

c) Or, certaines dispositions visant à encourager la création de ce type d'entreprises vont très systématiquement à l'encontre des intérêts des travailleurs soviétiques. Un décret de 1988 stipule en effet que la partie étrangère (capitaliste occidentale) peut détenir plus de 49% du capital, ainsi que la direction effective de l'entreprise. Il s'ensuit que les questions de salaires et de travail n'y sont plus nécessairement régies par la loi soviétique, même pour le personnel soviétique.

d) Il faudrait beaucoup de naïveté pour croire que ces dispositions favoriseront les travailleurs soviétiques : leurs conditions de travail ne seront plus garanties par aucune réglementation, et ils se trouveront pieds et poings liés aux capitalistes occidentaux.

Les transnationales trouveront donc, à portée de main, un « tiers monde » de rechange : la tentation sera d'autant plus grande que les projets d'implantations massives à l'Est, et d'exploitations intensives d'une main-d'œuvre à bon marché et sans droits, ne datent pas d'hier.

2. L'exploitation au moindre coût des travailleurs soviétiques, avec la bénédiction de la bureaucratie : une vieille tentation.

a) A la fin des années cinquante, les capitalistes occidentaux considéraient les pays de l'Est comme un énorme marché

potentiel de 400 millions de consommateurs. Toutefois, le faible pouvoir d'achat des salariés de l'Est, ainsi que le protectionnisme étatique, faisaient barrage à ce rêve capitaliste.

On pouvait, par contre, transformer ces consommateurs inintéressants en producteurs à bon marché ; la production serait ensuite revendue dans les pays où le pouvoir d'achat était plus élevé (notamment en Europe de l'Ouest).

b) Or, l'intérêt des sociétés multinationales rencontrait l'intérêt des dirigeants de l'Est : il s'agissait, pour ceux-ci, de faciliter l'apport extérieur d'une technologie qui faisait gravement défaut à l'économie soviétique, tout en maintenant un système

tion, soit sur son marché national, soit pour l'exportation vers d'autres pays occidentaux.

e) Certes, en 1977, la part statistique de cette nouvelle forme de coopération — cette exploitation en commun des salariés de l'Est — n'était pas d'une importance substantielle ; cependant, le taux de croissance de ce phénomène semblait parlant (alors qu'en 1973, la coopération industrielle Est-Ouest était estimée de 1,5% à 2% de la totalité du commerce Est-Ouest, sa part en 1975 s'était élevée à 5%).

Depuis, la crise du fordisme, et la montée des tensions Est-Ouest, semblent avoir déterminé un déclin global

d) L'un des symptômes les plus flagrants de la conjonction entre les intérêts capitalistes et les intérêts des nouveaux dominants de l'Est, est l'appel de la commission trilatérale à une « stratégie commune » et à une « aide conditionnelle » à Gorbatchev. La Trilatérale regroupe en effet les patrons de nombreuses multinationales (européennes, américaines, japonaises), des politiciens libéraux — du centre-droit au centre-gauche — et des journalistes et intellectuels libéraux ; elle constitue, à ce titre, un réseau de relations sociales et un méga-club de réflexion qui ne manque pas de relais pour appuyer ses thèses, et les mettre en pratique. Or ses membres ont toujours été sensibles à la

Toute analyse serait vaine, si elle ne débouchait sur des perspectives stratégiques anarchistes à la fois défensives et offensives : traçons, donc, quelques pistes d'interventions libertaires face à l'« Europe du capital libre ».

Poser et lier des dissidences

A. L'Europe de l'acte unique un empire du marché poly-centralisé et partiellement désétatisé.

La CEE devient un empire, empire du marché sur une vaste entité territoriale se désétatisant partiellement, et où s'opérera sans obstacles le libre jeu d'un ordre marchand post-fordien.

Le marché unifié par l'Acte unique permettra aux entreprises européennes de se déployer avec une puissance égale à celle des gigantesques firmes américaines ou japonaises : les grandes manœuvres sont d'ailleurs déjà largement amorcées, comme en témoigne, entre autres, l'accord de coopération signé entre Thomson et British Aerospace, qui ont décidé de fusionner leurs activités missiles — esquissant ainsi un axe militaro-industriel Paris-Londres.

L'intégration européenne, dans ce contexte, débouchera donc sur une forme de poly-centralisation. Qu'entendons-nous par ce terme ? Quelques « centres » de domination économique disposeront de capacités d'influence et de rétorsion inédites, reléguant les Etats traditionnels à une portion congrue sur de larges secteurs du contrôle et de la gestion politique et sociale (nous verrons plus loin que ce constat ne peut en aucune façon, bien entendu, nous conduire à des positions pro-étatistes).

Dans un tel contexte, quelle stratégie libertaire s'agirait-il de mettre en œuvre, pour essayer de répondre à la stratégie des firmes.

B. Travailler à l'unification transnationale des luttes.

Il nous faut agir au-dedans des luttes sociales, et travailler constamment à leur unification transnationale.

Les anarchistes n'ignorent pas que la tâche sera rude : en effet, il y a a priori peu de choses en commun entre le salarié portugais, six fois moins payé que son homologue allemand, et celui-ci. Quelle proximité possible, entre un Portugal devenu la Corée du sud de l'Europe, où 200 000 enfants de sept à quatorze ans travaillent dans le textile, le bâtiment ou la métallurgie, et l'Allemagne, première puissance européenne, dont les salariés hautement qualifiés luttent pour les 35 heures ?

Pourtant, bien des ponts peuvent être jetés entre les producteurs de la CEE. Car, par exemple, les salariés allemands eux-mêmes paient au prix fort les stratégies de délocalisation des productions vers les pays à faibles coûts salariaux : 200 000 suppressions d'emplois sont envisagées en RFA. Et la mise en évidence d'un adversaire commun peut faciliter la prise de conscience des intérêts partagés par les travailleurs, par-delà les frontières.

(suite p. 5)



Bush félicitant l'élève polonais Walesa, pour son rôle de trublion à l'Est.

planifié et la non-convertibilité du rouble.

c) Se mit donc en place un commerce établi sur une base d'échange de biens, plutôt que sur une base monétaire : le commerce Est-Ouest passait par le troc. Toutefois, les simples accords de troc étaient inadéquats à un transfert massif des biens d'équipement et des services.

d) D'où l'invention de nouvelles formes de coopération, fondamentalement basées sur la technique du troc, mais bien plus complexes et plus souples. L'entreprise capitaliste apporte sa technologie et son savoir-faire en matière de gestion à un pays d'Europe de l'Est, et établit une association d'un type quelconque avec l'organisation commerciale pour l'étranger du gouvernement de ce pays. Le gouvernement de l'Est, pour sa part, fournit le terrain, les bâtiments, parfois les composants simples, mais surtout une main-d'œuvre coûtant de cinq à dix fois moins que les salariés de l'Ouest, et sans droit de grève.

Le gouvernement du pays dont est originaire la société occidentale fournit généralement des crédits — dans une devise forte et à un taux d'intérêt réduit — pour financer l'usine, les machines et le transport du matériel ; souvent, ce gouvernement s'associe à des banques privées.

Les produits de l'usine sont ensuite partagés entre les associés. Une partie de la production est allouée au partenaire de l'Est pour son marché national ou pour l'exportation ; une partie importante, habituellement la plus grande, est normalement affectée à l'exportation directe, source de devises fortes, et c'est sur ces exportations que sont remboursés les prêts de départ consentis par les banques occidentales. La firme multinationale, quant à elle, dispose d'une part de produc-

du commerce entre les deux « blocs » — donc de la coopération industrielle.

3. Aujourd'hui : vers une reprise de l'exploitation des salariés de l'Est en commun par les multinationales et les nouveaux dominants soviétiques.

a) Les multinationales ont hésité quelques années, et montrent encore certaines réticences, à reprendre ce commerce profitable : le caractère « fluide » de la conjoncture politique à l'Est les incite à rester prudentes. Cependant on a plus d'un signe de cette reprise.

b) Sur le papier, il existe déjà sept cents entreprises à capitaux mixtes en URSS (dont le quart fonctionne effectivement). Capital total de ces entreprises : 2 milliards de roubles. Participation étrangère : 1 milliard de dollars.

c) De nombreux rapprochements s'opèrent entre capitalistes occidentaux et bureaucrates de l'Est. D'une part, plusieurs colloques ont eu lieu durant l'été 1989, entre hommes d'affaires occidentaux et soviétiques (Bruxelles, Paris, Etats-Unis), et ont mis en évidence l'intérêt que ces accords de coopération suscitent à l'Ouest. D'autre part, les exigences des businessmen occidentaux trouvent un écho dans les thèses des économistes libéraux soviétiques : garanties pour le rapatriement des bénéfices, intervention des investisseurs étrangers dans le choix des directeurs et aussi... l'organisation du travail. Enfin, instituts américains et soviétiques ont commencé à travailler ensemble : ainsi l'institut américain Geonomics et l'Institut des USA et du Canada — institut russe — mènent-ils conjointement des études sur la convertibilité du rouble.

perspective des profits économiques que pouvaient réaliser les firmes à l'Est. L'appel à une « aide conditionnelle » en faveur de Gorbatchev a été formulé, en l'occurrence, par trois trilatéralistes bien connus : Valéry Giscard d'Estaing, Yasuhiro Nakasone, et Henry Kissinger.

e) Les grandes manœuvres pour l'exploitation des salariés de l'Est ont donc déjà commencé : les autorités soviétiques ont été jusqu'à faire miroiter aux investisseurs étrangers la perspective de zones franches, dans les pays baltes, en Arménie, et en Extrême-Orient méridional. De même, l'URSS a proposé à la RFA l'établissement d'une zone franche soviéto-allemande, combinée avec la création d'une nouvelle république pour les Soviétiques d'ascendance allemande à Kaliningrad, près de la mer Baltique : cette nouvelle entité constituerait une enclave dans la république de Russie... et constituerait une aubaine pour les firmes allemandes.

Sans attendre que les formes capitalistes et bureaucratiques de domination se conjugent pour étouffer les libertés conquises et à reconquérir à l'Est, il nous faut œuvrer, par un renouvellement de nos pratiques internationalistes, à une coordination des forces libertaires qui luttent des deux côtés du défunt rideau de fer.

Le marché unique est déjà une aubaine pour les capitalistes : la situation de tous les salariés européens s'aggraverait dramatiquement si, à l'Europe du capital libre, s'ajoutait la perspective d'un réservoir de main-d'œuvre à bon marché à l'Est de l'Europe. Exploiter les salariés de l'Est pour mieux exploiter ceux de l'Ouest a toujours été le rêve des transnationales : à nous d'empêcher, en fédérant nos luttes, que ce rêve devienne réalité.

Permanences du secrétariat aux Relations Intérieures de la FA : le samedi de 15 h à 17 h 145, rue Amelot - 75011 Paris (M République) Tél. (16.1) 48.05.34.08.

CONGRES

A l'Ouest comme à l'Est, non au capitalisme ! (fin)

(suite de la p. 4)

Du reste, l'implantation multinationale des firmes impose d'organiser au plus vite des rapprochements directs entre collectifs de lutte, sections syndicales ou syndicats de branches.

Or, le mouvement libertaire peut occuper une place décisive dans cette conjonction transnationale des luttes, dans le tissage progressif d'un réseau d'entraide et de consolidation des affrontements éparpillés. En effet, le mouvement libertaire irrigue la totalité du territoire de la CEE. Et, en second lieu, la multi-positionnalité de ses membres — actifs au sein des coordinations, présents dans de nombreuses oppositions syndicales, ou structurant les organisations anarcho-sindicalistes, mais toujours radicalement anti-capitaliste et autogestionnaires — leur permet de contribuer à harmoniser les diverses problématiques de luttes par trop décousues. Ainsi peuvent-ils aisément accélérer informations et pratiques d'union inter-sectorielle et transnationale, et œuvrer à fédérer les différents combats.

C. Acquis des luttes de classes et offensive anti-étatique

Si l'ordre du marché libéré semble devoir se substituer peu à peu au contrôle étatique traditionnel, les anarchistes pourtant ne s'y tromperont pas : il ne s'agit pas de sombrer dans une forme de repli nationaliste frileux, à la mode du PCF. Bien au contraire, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes : notre engage-

ment ne peut être qu'anticapitaliste et anti-étatique.

Cependant, il convient de sauvegarder les acquis des luttes passées, toutes ces dispositions légales douloureusement conquises par les mobilisations collectives. Cela ne signifie en rien qu'il faille défendre l'institution étatique, même si nous nous accrochons aux textes de lois qu'elle a fini par concéder.

Car qu'est-ce qu'une production législative ? Dans une optique matérialiste où les idées, les textes sont des produits sociaux, une production législative n'est que l'enregistrement (qui devient règlement) de l'état des rapports de forces. Si bien qu'en ce domaine, les structures étatiques, par l'édiction des réglementations (de quelque ordre qu'elles soient) ne font guère que stabiliser sur le papier la configuration des confrontations sociales à un moment donné.

Contre l'Acte unique, contre l'harmonisation par le bas des législations sociales à laquelle il invite, il s'agit donc de s'arc-bouter sur les ressources du droit, c'est-à-dire sur nos conquêtes. Et non par protectionnisme étatique, mais pour permettre à l'ensemble des producteurs européens de se saisir des acquis du passé, des dispositions stratégiquement avantageuses, pour exiger plus.

L'internationalisme dans les luttes, la solidarité active avec nos camarades ouest et est-européens, doit d'ailleurs être une occasion de réaffirmer, face aux structures étatiques, la validité du projet fédéraliste libertaire.

Fédération anarchiste

SOCIAL

RUFA : l'arbitraire juridico-patronal s'exerce à l'encontre d'un salarié

De novembre 1988 à mai 1989, les travailleurs de RUFA, une entreprise de Basse-Normandie, étaient en grève. Leurs revendications étaient simples : le treizième mois, 1500 F d'augmentation pour tous, un salaire minimum, de meilleures conditions de travail... Mais bien évidemment la direction ne l'a pas entendu de la même oreille. Cinq personnes sont licenciées, dont trois délégués et deux non-syndiqués, avec menace d'indiquer sur les certificats de travail « licencié pour faits de grève », avec transmission aux employeurs de la région de l'identité des grévistes (liste noire). La direction menace aussi de fermer une branche de l'entreprise : PREFA (construction d'éléments pour les travaux publics et les immeubles). Ce n'est pas une menace lancée en l'air, car elle permettrait à la fois de réembaucher, par la suite, des travailleurs plus dociles ; mais en prenant 45 travailleurs en otage, elle tente aussi de briser la lutte. La direction n'en reste pas là, et pour montrer à tous ceux qui n'ont vraiment rien compris que nous faisons tous, patrons et ouvriers, partie d'une même nation, d'une même communauté d'intérêt qui doit lutter contre la terrible concurrence internationale, celle-ci ordonna aux chefs de

dépôt et aux vigiles de détruire du matériel afin d'en accuser les grévistes.

De leur côté, les salariés, dont les décisions se prennent en assemblées générales, avec vote à bulletins secrets, résistent. La solidarité à l'extérieur de l'entreprise s'organise. Fin février 1989, 250 000 F avaient été récoltés, ce qui représente 3 500 F par personne pour trois mois de grève.

Le dérapage

Mais la grève a été un échec car aucune revendication n'a abouti, le patronat n'a pas plié et aujourd'hui avec la complicité de la justice la répression se poursuit. Cette grève a tout de même contribué à montrer à ceux qui n'en sont pas encore convaincus, à ceux, qui comme Jack Lang, trouvent que les cités de banlieues sont de magnifiques centres culturels mais qui préfèrent habiter le 16^e, qu'il existe des exploités et des exploités, et que leurs intérêts divergent.

C'est le 2 mars 1989 que tout dérapa. Les travailleurs décident alors l'occupation du siège social de RUFA. Les flics sortent avec matraques et bombes lacrymogènes. Un sous-brigadier prend un coup poing, un beau coquard qui lui don-

nera 5 mois et 19 jours et 20% d'incapacité permanente. S'il y a des exploités et des exploités, il y a ceux qui ont la justice avec eux et ceux qui ne l'ont pas. Joël Lamy, un gréviste actif, est ainsi inculpé car reconnu sur « portrait ». Le problème, c'est qu'au moment de l'action il ne se trouvait pas sur les lieux et les témoignages pour le confirmer ne manquent pas. Les juges ne sont pas à cela près, le procès s'est tenu le 15 mai 90. La salle d'audience était pleine et la plupart des amis venus le soutenir devront attendre dehors. La séance est houleuse, la présidente refuse d'entendre les 15 personnes qui s'étaient dénoncées à la place de Joël, les témoins sont refusés. Face au remue-ménage, les « pandores » font évacuer tout le monde : 9 mois d'emprisonnement et 300 000 F d'amende sont réclamés par le ministère public. « Nous ne faisons pas le procès du syndicalisme, mais d'un syndicaliste », conclut enfin l'avocat de la partie civile. Belle phrase en effet, qui ne laisse aucun doute sur les véritables accusés. Aujourd'hui, il faut aider Joël Lamy et tous les autres grévistes du RUFA licenciés !

Patrick

Contact : « Solidarité RUFA » : CNT, 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.

RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM)
« Extrême limite »
(les luttes des chômeurs
et des précaires)
chaque jeudi de 9 h 30 à 12 h.



Mauvais goût, lors de manifs, et « pots-de-vin »... drôles de carabins.

REFLEXION

La marche du monde

As'y méprendre cette fin de siècle ressemble à celle qui l'a précédé. Il nous reste à espérer qu'elle ne nous laissera pas entrevoir, elle aussi, la lueur d'un grand conflit. Trois pressions principales semblent s'exercer sur les pays du monde dit libre. La première tient à la nature du monde capitaliste, à la redistribution des marchés, à l'émergence de nouveaux pôles et groupes industriels. Les nations du pourtour Pacifique bousculent le reste du monde en lui imposant progressivement et massivement à la fois ses produits et ses méthodes d'exploitation des hommes.

Cette intégration croissante des grands marchés économiques à l'échelle planétaire provoque des destructions et des transformations radicales de toutes les structures industrielles et commerciales existantes dans nos pays capitalistes.

Cette intégration et interpénétration des économies capitalistes impliquent pour les populations des changements importants dans leur vie d'exploité : mutation, migration, accélération des rythmes de travail ; des modifications dans leurs conditions d'existence ; des rapports de précarité beaucoup plus forts et angoissants ; avec, enfin une exploitation et de distorsion des revenus toujours plus grandes.

La seconde pression s'appelle le tiers monde. A la misère et la dérive économique qui chaque jour s'aggrave toujours un peu plus et qui détériorent tous les termes de l'échange de ces pays, du moins ce qu'il leur reste à échanger, s'ajoute un problème de démographie complètement fou qui contribue à déséquilibrer encore plus ces pays. Au regard de ces enjeux dramatiques qui se jouent autour de nous, les quelques pays riches apparaissent comme de provocants îlots de prospérité dans un océan de misère dont la prospérité, faut-il le rappeler, vient des rapines qu'ils exercent sur ceux-ci.

déjà, nous retrouvons les effets — oh, certes très marginaux — de cette explosion démographique à travers les phénomènes migratoires qui soulèvent des passions dans nos pays, la montée du racisme et des politiciens d'extrême droite.

La troisième et dernière pression préoccupante reste, bien sûr, cette évolution qui se fait jour dans les pays communistes. Certes, nous n'avons jamais douté de l'échec du système marxiste. Un monde semble s'effondrer, des perspectives nouvelles apparaissent mais l'ours communiste n'a pas dit son dernier mot. Les travailleurs de ces pays doivent, eux-aussi, repenser les conditions de la

révolution s'ils ne veulent pas retomber dans la médiocrité d'un système capitaliste *new look*.

Nous devons garder à l'esprit la vision de ces pressions si l'on veut comprendre un tant soit peu les problèmes qui sont posés à l'ensemble des travailleurs et qui d'ailleurs ne sont pas sans modifier leurs réactions.

Le repli sur soi que l'on constate partout autour de nous plonge ses racines dans ces phénomènes destabilisants de transformation rapide de l'environnement capitaliste et de la pression démographique qui s'exercent. Il peut expliquer, en partie du moins, ces résurgences des nationalismes et des affrontements qu'ils génèrent et qui risquent de s'amplifier. De même que l'accélération des rythmes de vie et le matérialisme ambiant qui règnent parmi eux provoquent la montée de l'irrationnel, d'un spiritualisme religieux exacerbé qui, associé par l'exemple aux revendications nationalistes, perpétuent de graves conflits. Le fondamentalisme refait son apparition aussi bien dans les pays à imprégnation islamique que chrétien.

Roland Bosdeveix
(extrait du discours du 1^{er} mai prononcé lors du colloque Est-Ouest, la révolution reste à faire).

Magouilles de toubibs

Ces derniers temps, on a souvent parlé de Nancy. Reliquats de fausses factures et vraie amnistie pour le maire de Toul et ses sbires, mais, en ce moment, c'est le monde médical nancéen qui a mal à son portefeuille.

En effet, deux professeurs du CHU de Nancy ont été interpellés et inculpés d'extorsion de fonds le 20 juin, suite à une plainte déposée par l'Union française des consommateurs (UFC) et par la CFDT Santé-sociaux. Ces médecins sont accusés d'avoir perçu des dessous de table, jusqu'à 5 000 F par intervention.

Ces inculpations, dont on peut douter de l'exemplarité de l'aboutissement (surtout que d'autres têtes risquent de tomber), ont toutefois le mérite de casser le tabou de ces pourboires royaux. Cette pratique, hélas courante, ne doit pas faire oublier le salaire mensuel de ces messieurs les docteurs.

La Sécu paye au chirurgien en deux heures d'intervention autant que pour le RMI en un mois. Là-dessus, vous payez un pourboire allant jusqu'à 5 000 francs, voire 20 000 francs.

La société soft capitaliste, qui se dessine, nous habitude à associer compétence acquise et aura lucrative. Les médecins veulent gagner leur vie « décentement ». Sont-ils à la décente d'une vie de smicard, obligé d'aligner un mois de salaire en pourboire pour se faire soigner ?

Lors de la dernière signature de la « convention médicale », ces mandarins nous avaient déjà démontré qu'ils ne cherchaient qu'à vendre leurs études, comme si elles étaient un bien capitalisé. Le plus écoeurant est qu'après cet accord, le gouvernement a alloué au titre de la formation continue des médecins, la somme énorme de 200 millions de francs. Cette somme a été attribuée à un organisme géré par trois syndicats médicaux, ardents défenseurs des dépassements d'honoraires.

Qu'en pense le personnel des hôpitaux, obligé de bosser en priorité pour la clientèle privée de certains professeurs ?

Bruno (Gr. de Nancy)

BULGARIE

Libertaires d'hier et d'aujourd'hui

A PRES 45 ans de dictature, le mouvement anarchiste bulgare s'est restructuré sous le nom de Fédération anarchiste bulgare, lors du congrès des 19 et 20 mai de cette année. La fédération a édité un journal, *la Pensée libre*, première repartition d'une presse anarchiste depuis 1946. Il a été décidé également la création d'une édition indépendante : *Nouveau Monde*.

Quelques jours après ce congrès, les jeunes camarades bulgares ont distribué un tract à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Christo Botev, anarchiste, poète, figure historique et « légendaire » de la lutte du peuple bulgare contre l'oppression ottoman. Sa lutte pour la justice et la liberté ont fait de Botev une référence pour notre peuple dans les périodes historiques difficiles. C'est pour rappeler aux Bulgares que leur liberté actuellement en jeu dépend uniquement de leur volonté de se jeter dans la bataille que nos camarades de la Jeunesse anarchiste ont édité ce tract. Tract qui a été reproduit en résumé dans le journal *Zemledelsko Zname*, journal d'opposition au régime communiste.

Botev était un poète-militant. En 1871, enflammé par la Commune de Paris, il envoia de Roumanie, où il organise la « Commune bulgare », le télégramme suivant : « A la Commune de Paris, salutations fraternelles et cordiales de la part de la Commune bulgare, vive la Commune ! » (signé Botev et Popov).

Il tente par ses écrits de soulever le peuple bulgare contre le joug de l'empire ottoman, en affirmant le 25 juillet 1875 : « Il n'y a pas de pouvoir sur la tête qui est prête à se séparer de ses épaules pour le bien de l'humanité ».

Dans son journal *Zname* (« Drapeau »), daté du 1er mai 1875, on peut lire : « Seule la compréhension et l'union fraternelle entre les peuples est en mesure d'anéantir la souffrance, la pauvreté et le parasitisme dans l'humanité, et seule cette union peut engendrer une véritable liberté, la fraternité, l'égalité et le bonheur sur la surface de la terre... »

Christo Botev, le précurseur

...La caractéristique de tout gouvernement c'est le vol, le mensonge, la violence. Dans quel gouvernement, les puissants ne tiennent pas les faibles entre leurs mains, les riches ne tiennent pas les pauvres, et les dirigeants tout le peuple...

Nous avons tout à fait le droit de dire avec Proudhon que tout gouvernement est un complot organisé contre la liberté humaine.

Dans un autre article, en date du 25 juillet, il ajoute : « Il est connu de chacun que la nécessité et les souffrances cimentent et unifient les hommes, les poussent à être plus sincères entre eux, ainsi qu'à s'entraider pour se libérer du joug commun. Tous les travailleurs pauvres, de

quelque nationalité qu'ils soient, où qu'ils vivent, sont des frères entre eux, frères dans la souffrance, et frères dans leur destinée... Par l'effet de ces mêmes causes, s'est organisée et développée ce que l'on nomme l'Internationale qui veut rassembler tous les travailleurs inorganisés en un ensemble conscient et éclairé, afin qu'ils puissent en unissant leurs forces se libérer de leurs affameurs et oppresseurs — rois et capitalistes — et conquérir le droit inaliénable de chaque homme à vivre libre et se nourrir de son travail, sans qu'il soit contraint d'entretenir les parasites qui se sont octroyés le droit d'être les seigneurs ainsi que ceux qui vivent sur le dos des autres sans travailler. »

Le 17 mai 1876, avec 200 partisans, il prend possession d'un navire et déploie un drapeau avec pour emblème « La liberté ou la mort », se tournant vers le capitaine du navire il lui dit : « Vous monsieur le capitaine j'ai le pénible devoir de vous inviter à mettre ce bateau à notre disposition jusqu'au débarquement ». Après le débarquement, arrivé avec ses 200 combattants jusqu'à Vola, le point culminant de la Bulgarie, il tombe sous les balles turques le 2 juin 1876.

Trendafil Maroulevski

(Gr. anarchiste bulgare en exil, regroupé autour des revues *Anarchiste* et *La Révolution anarcho-communiste*)

BULGARIE

Résolution de congrès

A PRES quelques informations générales sur la première conférence nationale de la Fédération anarchiste de Bulgarie (ML N°788) qui s'est tenue les 19 et 20 Mai 1990 à Kazanlik, nos compagnons de l'Union anarchiste bulgare en exil nous transmettent l'intégralité de la résolution générale, adoptée par les 150 délégués, venus de tout le pays, présents à cette occasion. Le réalisme, la volonté d'aborder les problèmes concrets qui se posent à la Bulgarie, l'aspect programmatique large et mesuré de cette résolution méritent toute notre attention. Les Bulgares parlent au monde... libertaire.

« Après 45 années de dictature, la Fédération des anarchistes de Bulgarie est toujours vivante. La liquidation physique et morale des forces qui se battent pour la liberté est impossible.

Notre but final reste le même : construction de la société libre, sans Etat et avec une économie sans exploitation. Nos principes fondamentaux restent inchangés : liberté, justice, éthique libertaire. Nous maintenons l'entraide comme loi fondamentale de la nature et de la société humaine.

Nous sommes acrates, car nous sommes convaincus que l'autorité, ainsi que la tendance à établir le pouvoir rendent la société immorale.

Nous sommes pour la liberté, l'égalité et la justice sociale.

Nous sommes pour la priorité de la propriété collective, car elle entrave l'exploitation et réalise le progrès technique sans chômage et dans l'intérêt de la collectivité.

Nous propagerons nos idées par des moyens légaux et paisibles, car nous refusons la violence sous toutes ses formes et tendances. Nous nous démarquons entiè-

rement du terrorisme et de toute tentative de nous charger de telles responsabilités.

Nous nous rendons compte de façon réelle et consciente des conditions actuelles. Il nous est clair qu'une lutte directe pour la réalisation de notre but final est impossible sans nous inclure dans une lutte pour une société plus démocratique. La route difficile vers la liberté est traversée pas à pas, c'est pour cela que nous sommes solidaires avec tous les mouvements qui tendent vers une plus grande liberté pour toute personne, et l'augmentation du bien-être matériel pour tous les hommes.

En liaison avec la lutte actuelle pour la démocratisation de notre société et l'issue de la crise économique et politique, nous nous déclarons :

- Pour la construction d'une société civile où les libertés sont garanties par le contrôle réel des citoyens, et pas seulement par un ordre constitutionnel ;

- Pour la concurrence des idées et des conceptions sans le droit au monopole et sans quelque tentative d'imposition à la société par la violence ;

- Pour la véritable liberté de la parole et de la presse ;

- Pour la suppression de la condamnation à mort, des tortures et des cruautés ;

- Pour l'association libre des forces sociales, des mouvements, des clubs, des partis, etc ; nous préférons le principe fédératif d'organisation.

- Pour la lutte légale des travailleurs dans la défense de leurs intérêts matériels et moraux, y compris pour le droit de grève.

- Pour l'établissement de la propriété communale de la terre garantissant le droit de leurs populations de choisir elles-mêmes les formes de son exploitation, mais sans vente ni commerce.

- Pour un système d'impôts qui limite la propriété de l'Etat et stimule la propriété coopérative et privée, sans possibilité d'exploitation du travail d'autrui.

- Pour une politique sociale protégeant les personnes socialement faibles, pour la



régularisation sans cesse des revenus familiaux, pour l'instruction, l'éducation, les soins médicaux gratuits.

- Pour la confiscation en faveur des fonds sociaux des richesses des hommes et des organisations au dessus d'un niveau fixé de façon juste.

- Pour la diminution maximum de l'appareil bureaucratique.

- Pour l'adoption d'un mécanisme de liquidation du chômage par la diminution de la durée des journées de travail.

- Pour la punition, dans le cadre de la loi, des personnes ayant commis des répressions morales et physiques et de leur inspirateurs spirituels. Indépendamment du fait que nous fumes l'une des premières organisations, et la plus fortement, victime des répressions, nous sommes contre l'escalade de la vengeance. L'indemnisation des

URSS

Les travaux d'« Hercule »

GORBY est revenu bredouille de sa tournée américaine : il n'a pas obtenu — en dehors de quelques vagues promesses — l'obtention par les USA de la fameuse clause de la « nation la plus favorisée », essentielle pour avoir l'écoute des banquiers de la planète. Il a même ironisé sur le fait que la Chine en bénéficie, malgré le massacre de Tian-an-men, en se demandant devant les journalistes s'il lui fallait tirer « quelques cartouches en Lituanie » pour y avoir droit ! Sa demande a été poliment éconduite, bien qu'il ait promis tant et plus sur l'Allemagne réunie, membre de l'OTAN, et même de grandes concessions aux Lituaniens et autres Baltes dans leur volonté d'indépendance. Il s'est heurté au puissant lobby juif du Congrès américain qui lie cette clause à la libre émigration d'un million de Juifs soviétiques en Israël ; ce à quoi il ne peut consentir sans s'aliéner complètement les pays arabes.

Les banquiers et hommes d'affaires américains se montrent assez réservés pour investir en URSS, vu que celle-ci n'a pas de quoi les payer en monnaie convertible et que le troc a tout de même ses limites : premier producteur de pétrole et d'or du monde, l'URSS souffre terriblement de la chute des cours sur le marché mondial de ces deux matières premières, réputées pourtant fondamentales en économie. Notons les cynismes des entrepreneurs américains, lesquels conseillent à leurs collègues de ne traiter des marchés sûrs et payables en monnaie internationale que dans des domaines où l'URSS connaît des besoins vitaux : écologiques — Tchernobyl n'est que la partie émergée de l'immense iceberg de dégâts écologiques dans le pays entier, suite à la productivité sourde et aveugle menée pendant des décennies — ; médicaux, où l'URSS ne dispose même pas de seringues jetables, d'où la propagation en chaîne du SIDA ; et technologie de pointe, où le retard soviétique est grandissant.

En effet, réputée superpuissance militaire — on a vu ce que cela donnait en réalité sur le terrain en Afghanistan —, l'URSS n'est qu'un pays du quart monde sur tous les autres plans : les produits de première nécessité, à commencer par le savon et le papier-WC, jusqu'aux aliments de base, tout manque cruellement, ce dont profite sans vergogne tout un monde mafieux, en particulier les Méridionaux de l'Empire — les Caucasiens (Géorgiens, Tchétchènes, Arméniens, Azéris), Ouzbeks et autres habitants de cieus éléments qui pour-

voient à des prix prohibitifs les marchés libres et noirs des grandes villes russes. De là, la haine dont ils sont payés en retour par la population russe qui ne rêve que de se débarrasser de ces républiques parasites, et même se réjouit ouvertement lorsque ces populations s'entre-égorgent pour de séculaires et obscures raisons, que le colonialisme russe avait occulté pendant longtemps.

Condamné à réussir

Tout ceci explique que Gorby soit empêtré non seulement avec les Juifs et les Baltes de l'Empire mais aussi avec tous ces allogènes, et on comprend mieux pourquoi les Russes ont accueilli avec une énorme joie la volonté d'indépendance exprimée par Boris Eltsine, le nouveau président du parlement russe.

Ainsi, « Hercule » Gorbatchev est confronté à des travaux en comparaison desquels ceux de son antique modèle paraissent d'aimables gamineries. Malgré cela, il est condamné à réussir, lui ou un autre, s'il s'use à la tâche, car il va de la survie de la partie la plus consciente de la nomenclatura du régime, toutes ethnies confondues, y compris les sommets des services secrets — KGB et GRU — et de l'armée, tous condamnés sinon à des lendemains encore plus catastrophiques.

Le congrès du Parti communiste de l'URSS qui s'ouvre le 2 juillet, va être édifiant sur ce plan. Il y est déjà question d'y changer le nom du parti en « parti socialiste », « parti social-démocrate », bref de répudier le vocable devenu universellement odieux de « communiste ». Cet *aggiornamento* s'accompagnerait de substantielles concessions théoriques, que ce soit sur le parti unique, sur l'existence de fractions ou tendances internes, sur le passage à une économie de marché, sur la propriété privée, même par actions, sur le droit à la sécession des républiques membres de l'Union, etc, enfin beaucoup d'eau dans le vin léniniste.

Cela ne suffira pas évidemment à régler tous les problèmes, loin s'en faut, mais permettra peut-être d'alléger la pression sociale de plus en plus tendue. De toute façon, de l'avenir général des observateurs, l'avenir de l'Empire s'assombrit singulièrement et il faudra que Gorby et son équipe de réformateurs agissent très vite pour éviter des conflits sociaux et ethniques pouvant conduire à une explosion généralisée.

Alexandre Skirda

réprimés doit se faire sur le compte du Parti communiste bulgare et du ministère de l'Intérieur.

- Pour la diminution de l'armée et du service militaire avec tendance à leur complète suppression dans le cadre d'une Europe unifiée.

- Contre toute discrimination religieuse et ethnique

- Pour une instruction scientifique libérée de toute influence de parti, de politique, de classe et de religion.

- Pour une politique écologique honnête et judicieuse selon l'exigence de la science actuelle.

La conférence a élu le secrétariat fédératif, une commission pour l'actualisation de

la plate-forme de l'organisation, un groupe de contacts avec les autres organisations politiques, une commission de rédaction et un porte parole de la Fédération.

Le journal, organe de la Fédération portera le nom de *Pensée libre*, et la maison d'édition coopérative de *Monde nouveau*.

Traduction G. Balkanski

Certains points de cette résolution peuvent heurter les lecteurs de *Monde libertaire*. Il faut tenir compte des réalités que traverse en ce moment la Bulgarie. Y voir un réformisme béat serait faire injure à nos compagnons. Propager l'anarchisme en Bulgarie aujourd'hui, c'est prendre encore un gros risque... Pour tout contact avec la FA bulgare : Georges Gregoroff, BP 277, 75866 Paris cedex 18.

NOTES DE LECTURE

« Logiques métisses »

L'APPROCHE critique que Jean-Loup Amselle fait des catégories de « culture » et d'« ethnologie » en introduction à une anthropologie de l'identité qui s'appuie sur un long travail au Mali et en Guinée (1), offre des données et des réflexions utiles à ceux qui perçoivent combien leur emploi peut être ambigu - par exemple quand elles fonctionnent comme substitués, dans la pensée de droite, à la notion discréditée de « race », commandent la légitimation de l'apartheid, ou encore nourrissent des formules stéréotypées comme les « troubles inter-ethniques » utilisées par les médias à propos d'événements dont on ne saura, en définitive, que peu de choses.

La colonisation : une opération de création d'ethnies

Là où certains voient un catalogue d'identités distinctes ou de cultures étanches les unes aux autres, l'auteur considère en effet qu'avant la conquête coloniale, il existait au contraire « un continuum relativement labile de schèmes et de pratiques culturelles dans l'ensemble des sociétés situées sur un axe joignant l'Europe à l'Afrique » : au départ, il y aurait non pas des îlots culturels, mais un « syncrétisme originnaire » ; non des sociétés/peuples auto-centrés, mais des « logiques métisses » -logiques que les instruments classiques de l'ethnologie ne permettaient guère de mettre en relief, puisqu'ils extraient de leur contexte, purifient et classent des « types » (politiques, économiques, ethniques, culturels).

Ce renversement de perspective conduit Amselle à interroger les fondements de la « raison ethnologique », ainsi que la genèse de la notion d'ethnie ; il en montre également les effets sur les popu-

lations auxquelles elle a été appliquée.

Au XIX^e siècle, lors de la fabrication des Etats-nations européens, « l'idée d'une nation "racisée" comme principe exclusif d'identité se fait jour », cependant que l'ethnologie naissante s'édifie sur le « refoulement du politique », et dans un projet de classement et d'éti-quetage des sociétés humaines inspiré par des modèles naturalistes.

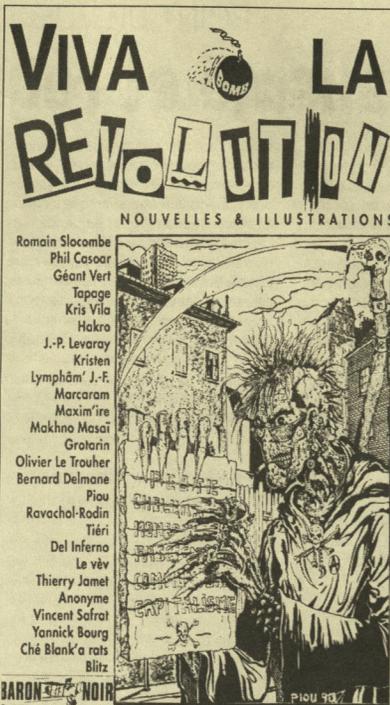
La colonisation sera l'occasion, à travers les découpages administratifs, d'opérations de « création d'ethnies » juxtaposées les unes aux autres -opérations qui vont, dans une certaine mesure, « prendre » dans la conscience des populations. Cette reprise de référents identitaires produits à l'extérieur n'est toutefois paradoxale qu'en apparence (2) : les « logiques métisses », en effet, consistent aussi en l'inscription plus ou moins lâche des sociétés dites segmentaires dans l'aire d'influence des grandes formations étatiques précoloniales ; leurs « identités » (politiques, religieuses) se sont façonnées en fonction de cette position.

A l'heure où l'ethnisation et la professionnalisation des conduites sociales se propagent dans les médias et dans la vie, et en arrivent à prendre un dangereux caractère d'évidence, le livre d'Amselle rappelle utilement que les « identités » n'apparaissent pas spontanément dans le monde des hommes, qu'elles ne sont pas des « essences », mais des constructions.

Denis Andro

(1) Jean-Loup Amselle, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Payot 1990. En vente à la librairie du ML, 150 francs.

(2) phénomènes de feed-back plus importants qu'on ne le pense. Voir par exemple le motif de la « latinité » des Roumains à partir de stimuli amplement diffusés par les médias occidentaux, et évoqué récemment dans l'émission sur les pays de l'Est de RL.



Romain Slocombe
Phil Casoor
Géant Vert
Tapage
Kris Vila
Hakro
J.-P. Levaray
Kristen
Lymphâm J.-F.
Marcaram
Maxim'ire
Makhno Masai
Grotarin
Olivier Le Trouher
Bernard Delmane
Pioy
Ravachol-Rodin
Tiéri
Del Inferno
Le vèy
Thierry Jamet
Anonyme
Vincent Safrat
Yannick Bourg
Ché Blank'a rats
Blitz

BARON & NOIR

Sélection Radio-Libertaire (89.4)

Judi 28 juin
- « *Flagrants désirs* » (19 h 30 - 20 h 30) : Thierry Maricourt parlera de son livre *Histoire de la littérature libertaire en France*.

Vendredi 29 juin
- « *L'invité du vendredi* » (19 h - 21 h) : l'ouvrage classique des éditions La Découverte *L'Etat du monde (1980-1990)*, présenté par Denis Cordelier.

Samedi 30 juin
- « *Chronique syndicale* » (11 h 30 - 14 h 30) : l'actualité des dernières luttes : ANFE, SFP...

Dimanche 1^{er} juillet
- « *Les damnés de la Terre* » (20 h - 22 h) : le Pérou.
- « *L'imaginaire* » (22 h - 23 h) : le poème symphonique.

Lundi 2 juillet
- « *Le logement en Région parisienne* » (9 h - 11 h 30) : les loyers HLM.

Mardi 3 juillet
- « *Blues en liberté* » (10 h 30 - 12 h) : les concerts de l'été (I).

Mercredi 4 juillet
- « *Laissez-passer* » (12 h - 13 h 30) : le Tibet.

THEATRE

Il ne faut rien regretter...

« *Platonov* », une pièce d'Anton Tchekhov, présentée il y a quelques semaines au théâtre de l'Odéon, a inspiré un spectateur attentif.

Le théâtre, c'est la vie !

ETES-VOUS déjà allé au théâtre ? Euh !...
... C'est pas grave.
Où trouve-t-on les théâtres ? Partout ? Mais non...

Normalement à chaque coin de rue bien fréquenté et bien situé ; situé à l'intersection de plusieurs rues venant d'horizons différents, formant un espace libre, style clairière. Dans le cas précis, qui nous intéresse, ce lieu s'appelle : place de l'Odéon. Vous n'aviez jamais remarqué qu'il y avait un théâtre... La preuve est faite : on ne connaît jamais assez son quartier. Passant par là, un chien vous dira, un rictus au coin de la gueule : « Le flair, c'est pas que pour les... » (l'imagination : cela existe). Maintenant vous vous rendez compte que c'est pas parce que vous et vos aïeux vous avez comptabilisé plus de 200 ans d'existence à Paris, que vous connaissez Paris comme votre poche.

Enfin vous y êtes, au théâtre, assis dans le velours couleur du sang versé peu à peu par vos valeureux prédécesseurs. Le plafond : ça aussi vous ne savez pas qui l'a peint ! Et bien c'est André Masson, en 1964, à la main ! Il avait 68 ans. Je le vois, sur son échafaudage, la bougie sur le front, les brosses dans la main ; sacré Masson...

Vous êtes à l'orchestre, parfaitement placé, à dix mètres du plateau masqué par un rideau qui n'est pas rouge, étrange... Pas de coup de

manche à balai pour chasser les mauvais esprits. D'ailleurs vous posez la question à la placière : où est le siège n° 13 ? Vous n'y pensez pas monsieur ! (Pensez à vérifier en sortant). Bruits de rideau... les galets se déplacent dans la patience (rail), petits sons synthésites de feuilles mortes que pousse le balayeur... l'automne venu.

Voilà comment créer une émeute !

Comme sous les flashes d'un photographe, vous voilà plongé sous le grand soleil que filtrent des tentures de coton recouvrant une terrasse... Mais pas un souffle d'air... Il fait chaud... Vous commencez à vous déshabiller, juste ce qu'il faut, histoire de ne pas devoir, à l'entr'acte, acheter une bière (18 F... ils n'acceptent pas les cartes de crédit). Tout de même, une première avec la presse ; ils auraient pu en prévoir juste une gratuite pour chaque courageux spectateur... Peut-être ont-ils eu peur que cela ne déclenche des rots intempestifs qui, par enchaînement, auraient fait rire les valeureux acteurs (certains spectateurs étant pris d'une quinte de hoquets). Voilà comment créer une émeute, que dis-je ! Un drame. Drame. Mais vous n'y pensez pas ! Dans un théâtre national. Ils n'attendaient que cela... Je vois déjà les titres dans les journaux.

Ils ont pensé à tout, de vrais pro. Sauf, à la climatisation. Renseignement pris, vous vous apercevez que le bâtiment est trop vieux ; d'ailleurs, aucun système moderne existant ne peut, sans bruit, ventiler un si grand volume. Qu'est ce qu'il a dû se siffler comme « roteuse » le père Masson, en peignant son plafond...

Vous devriez regarder davantage les plafonds. La preuve en est : vu le nombre de cancren qui ont survécu à

la guerre. Eux, ils savaient se garer des bombes.

Entre une mouche et un avion, quelle différence... Je sais : les avions volent en formation.

Excusez mon côté brouillon... Donc, les acteurs sont là. On avait omis de vous prévenir... C'est fâcheux, (voilà ce que c'est que de se précipiter au théâtre. Même invité, soyez plus circonspect à l'avenir...). Hélas deux fois : le texte est en hongrois (silence). Ils ont placé, dans les cintres, un panneau blanc façon écran, où vient s'écraser le faisceau d'un projecteur diapo. : et hop ! Un peu de texte en français, comme au « ciné-club ». Et vous qui, toute votre vie, vous demandiez à quoi pouvait bien servir le troisième œil... Un plaisir pour les sourds... Heureusement qu'avec votre grand cœur, vous n'avez pas invité Jojo l'Aveugle, fou de théâtre. Je ne dis pas qu'avec un aveugle mélomane cela n'aurait pas marché. D'ailleurs, comme tous les snobs, il aurait pris ça pour un opéra moderne ; tout à fait dans le ton. Vous savez bien, ces trucs avec beaucoup de récitatif et peu de musique.

Je comprends que vous soyez outrés... vous le grand auditeur de choses rares. Servi : vous l'êtes. Vous avez tenu jusqu'à la fin. Les comédiens saluent façon international. Pendant ce temps, vous saluez le plafond.

Vous revoilà sur le trottoir, dans la nuit tiède. Un peu de marche pour rejoindre Montparnasse. Et zut ! en plein dedans : le chien vous avait laissé un message. Souriez, c'est du pied droit.

La morale de l'histoire est que : le théâtre c'est la vie, la m... aussi !

Si quelquefois vous allez à l'Odéon et, qu'en sortant, vous croisez un être au visage illuminé, tenant dans la main une bouteille de bière, vous le reconnaissez.

René Bonnal

Nouvelles et illustrations

« Viva la révolution »

Si Jean-François Lymphâm aime raconter des « histoires », il n'apprécie pas qu'on lui raconte n'importe quoi : qu'une révolution a eu lieu il y a deux cents ans et que tout va bien maintenant, par exemple... C'est pourquoi il a patiemment attendu la fin des « commémoros » pour gueuler « Vive la révolution ! ».

Que voulez-vous, Lymphâm il est comme ça : rancunier et teigneux... Autant il accepte les faiblesses individuelles, autant les tares institutionnelles le font sortir de son trou. Il n'y a pas si longtemps il réglait un vieux compte à l'école et à la Série Rose dans un bouquin, P'tit Punk, où, avec l'aide de Tapage, il inversait les valeurs traditionnelles en faisant d'un petit punk un « héros positif » à sa façon...

Aujourd'hui, en publiant *Viva la révolution*, Lymphâm passe un cran au-dessus : l'association de malfaiteurs. C'est en effet vingt-six personnes (nouvellistes et illustrateurs) qu'il a mobilisés pour l'occasion. Treize nouvelles et treize dessins pour enterrer le bicentenaire et fêter la révolution. Humour, histoire, rage et militantisme, tous les genres se côtoient ; des plus connus aux plus obscurs chacun balance son pavé. *Viva la révolution*, c'est 115 pages qu'on ne peut pas lire sur une plage mazoutée, près de beaux huilés, en écoutant RTL. Bref, tout ce qu'on aime pour 45 balles. Quand Jean-François Lymphâm et sa bande racontent des histoires, ils ne nous prennent pas pour des gogos...

N. Descrocs

RENDEZ-VOUS

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE
Une liaison est en formation sur Ormesson/Sucy-en-Brie (Val-de-Marne).
Les personnes intéressées peuvent contacter le groupe du Val d'Terres, qui transmettra, en écrivant à la FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise de la Fédération anarchiste rappelle qu'il tient ses permanences chaque samedi entre 15 h 30 et 18 h 30, au local du Cercle Jean-Rostand, situé immeuble Lamer, rue Montébello (derrière la gare), à Toulon.
Sont à votre disposition une table de presse, une bibliothèque et des disques de labels indépendants.
On peut lui écrire en s'adressant au CECL (même adresse).

VALENCE
Depuis juin 1989, il existe une liaison sur le département de la Drôme. Vous pouvez la contacter en écrivant au groupe FA de Lyon (FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex), qui transmettra.

GROUPES FA

PARIS :

12 groupes dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Groupe François-Rabelais.

BANLIEUE :

ESSONNE : Vallée de Chevreuse, Evry, Val d'Yerres.
HAUTS-DE-SEINE : Asnières, Fresnes-Antony, La Défense, Colombes (liaison).
SEINE-ET-MARNE : Chelles, Coulommiers, Melun.

SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Sevran-Bondy.
VAL-DE-MARNE : Arcueil, Le Kremlin-Bicêtre (liaison), Ormesson/Sucy-en-Brie (liaison).
VAL-D'OISE : Argenteuil, Sarcelles.
YVELINES : Comblains-Sainte-Honorine, Versailles.

PROVINCE :

AISNE : Anizy-le-Château.
ARDECHE : Aubenas.
BOUCHES-DU-RHONE : Aries, Marseille.
CHARENTE : Angoulême.
CHARENTE-MARITIME : Rochefort/Marennes.
COTE-D'OR : Dijon.
DOUBS : Besançon.
EURE-ET-LOIR : Chartres.
FINISTERE : Brest.
HAUTE-GARONNE : Toulouse.
GERONDE : Bordeaux (3 groupes).
ILE-ET-VILAINE : Rennes.
INDRE-ET-LOIRE : Tours.
ISERE : Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
LOIRE : Saint-Etienne.
LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes.
LOIRET : Montargis.
LOT-ET-GARONNE : Agen.
MANCHE : Cherbourg.
MARNE : Reims.
MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy.
MOSELLE : Thionville.
NORD : Lille (deux groupes), Dunkerque.
PYRENEES-ORIENTALES : Perpignan.
BAS-RHIN : Scherwiller.
RHONE : Lyon.
SARTHE : Le Mans.
SEINE-MARITIME : Rouen, Le Havre.
SOMME : Amiens.
VAR : Toulon.

POINT DE VUE

Fédéralisme et régionalisme

PARTOUT dans le monde, les ethnies régionales, les minorités sont reniées, délaissées par un pouvoir central, par la loi du pré-tendu plus grand nombre. En France, la centralisation absolue de Napoléon Bonaparte a eu pour conséquence l'anéantissement des originalités régionales dans le moule uniforme de l'étatisme et du centralisme. Economiquement l'Etat se débrouille pour que ces régions soient dans une situation « coloniale » et dans une situation de dépendance : pillage des ressources naturelles, oppression culturelle... Nous avons déjà parlé du cas de la Corse dans le Monde libertaire. Celle-ci est dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de la France. Elle est dépendante au niveau agricole, des subventions ont été versées aux exploitants agricoles qui abandonnaient leurs exploitations. Elle est dépendante au niveau énergétique. L'Etat s'engage dans une économie de tourisme, ce qui fait que le jour où la Corse demandera son autonomie, voire son indépendance, son sort sera le même que celui de la Lituanie : on coupe le robinet... Cette situation existe aussi bien dans les pays communistes, que dans les pays capitalistes, car elle est due à l'existence même de l'Etat. Un Etat qui par essence centralise, réprime, ce qui oblige toutes les collectivités, tous les individus à se plier à ses exigences. « Le droit à la différence », le souhait de vivre selon des règles autres sont niés.

Pour nous anarchistes, le soutien aux luttes « nationales » n'est pas sans apport critique. La révolte des Kanaks, des Lituanis, des Corses... est compréhensible. Mais si ces mouvements indépendantistes n'ont pour but que de recréer un Etat, nous ne pouvons être d'accord. Les particularismes régionaux ne peuvent que s'intégrer harmonieusement aux exigences de l'homme, c'est à dire dans le besoin de liberté, d'entraide, de coopération. Les structures de la société ne doivent pas détruire les différences entre les individus, mais former un cadre qui permette aux diversités de s'exprimer et de vivre ensemble. Pourquoi la loi du plus grand nombre serait-elle la meilleure ? Il est d'ailleurs évident que la loi du plus petit nombre est encore une plus grande infamie.

Fédéralisme libertaire et centralisme

Donc face au centralisme exacerbé de l'Etat, les anarchistes proposent le fédéralisme libertaire comme support organisationnel. Le fédéralisme est complètement opposé au centralisme. Il ne considère pas l'homme comme une simple abstraction, comme un simple pion à manipuler. Mais comme un détenteur de forces potentielles. Dans une société centraliste quelques personnes décident des besoins de l'ensemble de la population, organise autoritairement les moyens de production. Alors que le fédéralisme s'organise verticalement et horizontalement. Verticalement, c'est-à-dire du niveau local, régional, international par le biais des fédérations. Horizontalement par le biais des unions d'industries. Le centralisme est essentiellement hiérarchique et le chef de

l'Etat y règne en despote sur la masse des individus. A la base, le fédéralisme repose sur l'autonomie des entreprises, des industries, des communes, des régions... Les uns et les autres s'associent pour se garantir mutuellement et répondre aux besoins individuels et collectifs. L'organisation fédérative des producteurs et des consommateurs des régions permet aussi le remplacement de l'Etat. Le fédéralisme n'est pas une simple technique de gouvernement, mais un principe d'organisation à part entière, englobant tous les aspects de la vie. Soit le fédéralisme est intégral, soit il n'est pas. A ce titre, il est intéressant de reprendre quelques réflexions de certains chefs d'Etats, à ce sujet. Il y a quelques mois François Mitterrand déclarait, à propos du problème lituanien : « Le problème de la Lituanie peut se résoudre par la fédération des Etats ». C'est assez hypocrite, lorsque l'on voit comment a été traité le problème de la Nouvelle-Calédonie.

On entend aussi parler de fédération des Etats européens... Mais pourquoi ne fédérer que les Etats ? De la part d'homme d'Etats, on comprend aisément. Si la fédération des Etats s'avère possible, pourquoi ne serait-il pas le cas des régions, des villes, des communes, des quartiers, des individus ? Certains diront que l'homme est incapable de répondre à un tel défi. C'est tout de même douter des capacités du genre humain, alors qu'au cours de l'Histoire des exemples de réalisations autogestionnaires ne manquent pas : les bourses du travail, les syndicats, les coopératives, les mutuelles, les réalisations de l'Espagne libertaire de 1936... Le fédéralisme libertaire débouche tout naturellement sur la plus humaine des propositions sociales : celle où l'intérêt individuel et l'intérêt collectif se confondent. Pour cela, il faut d'abord abolir l'autorité, qu'elle soit morale, religieuse, politique, militaire, économique... C'est dès l'école, qu'il faut réformer, substituer l'esprit de recherche et d'analyse à l'emmagasinement de « vérités ». C'est dans le monde du travail qu'il faut donner conscience aux travailleurs de leur exploitation et s'organiser dans les syndicats. Il faut lutter pour la grève gestionnaire avec remise en route par les travailleurs eux-mêmes des usines et des services occupés. Voilà notre tâche.

Patrick

MOBILISATION CONTRE LE PEN A PONT-EVEQUE (ISERE)

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste nous communique :

« Les 30 juin et 1^{er} juillet, aura lieu à Pont-Evêque (Isère), le congrès départemental du Front national (sur un terrain privé). Le Pen tiendra, à cette occasion, un meeting, à 11 h, dans ce village.

Pour dénoncer l'idéologie fasciste diffusée par le Front national et son leader, l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste participe et par voie de conséquence appelle à être présent aux différentes

manifestations prévues par le Collectif contre le fascisme, l'antisémitisme et le racisme de Vienne.

Voici le programme de la contre-offensive antifasciste :

- le 30 juin, à 15 h, à Vienne, sera organisé un forum des signataires du collectif sur le cours Romestang (table de presse de la FA présente) ;
- le 1^{er} juillet, à Pont-Evêque, à 10 heures, départ sur la place de l'Eglise de la manifestation contre le fascisme, l'antisémitisme et le racisme. »

Union régionale Rhône-Alpes

ANTIMILITARISME

Liberté pour Gilles Morlot otage du 126e RI

Gilles Morlot est insoumis. Il a 30 ans, et cela fait douze ans qu'il refuse l'armée. Le 13 juin, il est arrêté à Aubusson (Creuse). Immédiatement incorporé au 126^e Régiment d'infanterie à Brive, les militaires lui font repasser les « trois jours ». Ils le déclarent apte et le mettent aux arrêts de rigueur.

Gilles Morlot risque la prison à l'issue des vingt jours réglementaires d'arrêts. De la caserne à la taule, il peut rester enfermé longtemps, si nous n'intervenons pas rapidement. Il faut donc lui écrire et surtout envoyer des lettres de protestation au colonel du régiment, en vue d'exiger sa libération (1). A vos plumes !

(1) Gilles Morlot, Caserne du 126^e RI, 19100 Brive-la-Gaillarde. Pour en savoir plus : répondre téléphonique : (16) 45.65.95.25, ou boîte Mintel, faire le 36 14, code Chez * Oglimort, code d'accès 12345.

A. D.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Non à la société gadget !, Ici on rame, la bas on crève, Editio.
- PAGE 2 : Le langage de la soumission.
- PAGE 3 : Histoire sans fin des mal-logés, Le Cendré solidaire, Billet d'humour, Amis lecteurs, En bref.
- PAGE 4 : Motion économique de congrès.
- PAGE 5 : Motion (suite), RUFA, Les magouilles de toubibs, La marche du monde.
- PAGE 6 : Libertaires d'hier et d'aujourd'hui en Bulgarie, La FA bulgare, Les travaux d'« Hercule » en URSS.
- PAGE 7 : Notes de lectures, Théâtre, « Viva la révolution », Sélection Radio-Libertaire.
- PAGE 8 : Fédéralisme et régionalisme, Mobilisation contre le Pen à Pont-Evêque, L'affaire Morlot, Infos FA.

LES LIAISONS FA

- AIN : Le Bugey.
- ALPES-DE-HAUTE-PROVINCE : Digne.
- ALPES-MARITIMES : Grasse.
- ARDENNES.
- AUBE.
- AVEYRON : Rodez, Sud-Aveyron.
- BOUCHES-DU-RHONES : Aix-en-Provence.
- CANTAL : Aurillac.
- CHARENTE-MARITIMES : Saintes.
- CHER : Vierzon.
- CORSE : Ajaccio.
- COTES-DU-NORD : Saint-Brieuc.
- CREUSE : Guéret.
- DOUBS : Pontarlier.
- DROME : Valence.
- GARD : Nîmes.
- HERAULT : Béziers, Montpellier.
- LOIRE-ET-CHER : Blois.
- LOIRE : Roanne.
- LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Nazaire.
- MORBIHAN.
- MOSELLE : Metz.
- PAS-DE-CALAIS : Boulogne.
- PUY-DE-DOME : Clermont-Ferrand.
- BAS-RHIN.
- HAUTE-SAONE.
- SAVOIE : Chambéry.
- HAUTE-SAONE : Annecy.
- SEINE-MARITIME : Dieppe.
- VAR : La Seyne-sur-Mer, Hyères, Sollès-Pont.
- TERRITOIRE-DE-BELFORT : Belfort.

DOM-TOM : ILE-DE-LA-REUNION.

PARUTIONS

BADGES

Le groupe Flores-Magon édite aussi trois badges : « Agir au lieu d'élire » et « Ni Dieu ni maître, ni frontière » et un A cerclé constitué par des fusils brisés. Le prix est de 6 francs pièce. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

PROJET D'EDITION

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme. » Tel sera le thème d'une prochaine brochure du groupe Salvador Haro d'Argenteuil. Afin d'établir un panorama le plus large possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire face au colonialisme et aux mouvements de lutte de libération nationale, nous faisons appel aux groupes et liaisons de la FA, afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession sur le sujet. Nous nous proposons également de rédiger un texte reflétant les positions des groupes, par rapport au nationalisme, au colonialisme et à la lutte de libération nationale, afin que toutes les positions liber-

taires apparaissent au sein de cette publication.

En vous remerciant de votre collaboration, recevez nos salutations anarchistes.

Groupe Salvador Haro : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PUBLICATION

Le Collectif libertaire de Boulogne-sur-Mer vient de publier une brochure sur la poll-tax intitulée : *Poll-tax, un coup dur pour le libéralisme*. Cette brochure est disponible au prix de 10 F (+ frais de port) à l'adresse suivante : Collectif libertaire boulognais, c/o Arthur Lutte, BP 272, 62204 Boulogne-sur-Mer. Cette brochure est également en vente à la librairie du Monde Libertaire.

PRESSE

Le n° 70 de *Contre vents et marées* (juin 1990) vient de sortir. On peut l'acheter au prix de 5 F à la librairie du ML ou le commander à l'association « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.